

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°762/ septembre 2023

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^e TRIMESTRE 2023

Le climat des affaires s'est brusquement rafraîchi au 2^e trimestre 2023 à La Réunion. En effet, l'indicateur du climat des affaires (ICA) recule de 13,4 points à 101,5, un niveau proche de sa moyenne de longue période. Cette baisse confirme le ralentissement tendanciel de l'économie réunionnaise, à l'œuvre depuis le second semestre 2022.

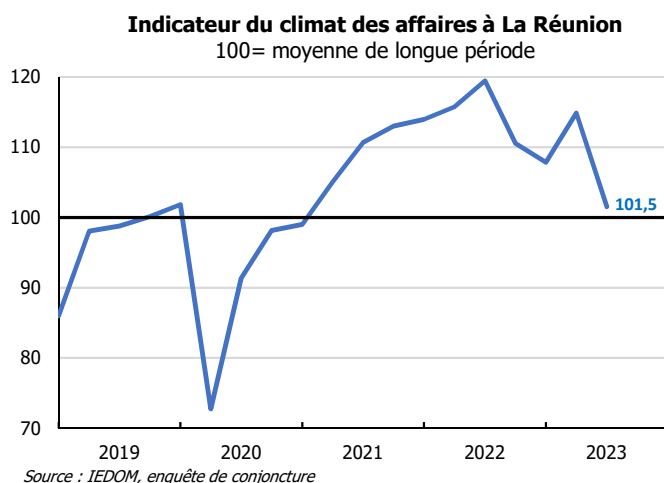
Les chefs d'entreprise relèvent ainsi que l'activité marchande stagne, que la trésorerie se dégrade et que les carnets de commandes diminuent. Ils paraissent pessimistes également s'agissant des mois à venir, au regard du fléchissement de leurs perspectives d'investissement. Cette situation coïncide avec l'affaiblissement de la consommation des ménages, contrariée par une inflation évoluant à des niveaux encore élevés par rapport aux dernières années.

Dans ce contexte, le marché du travail apparaît comme résilient : le nombre de demandeurs d'emploi recule au 2^e trimestre et les entreprises continuent d'augmenter leurs effectifs. Les premiers signes d'un ralentissement sont toutefois visibles.

Ce retournement conjoncturel semble le plus significatif dans les secteurs des services marchands, du commerce et de la construction.

La conjoncture économique à La Réunion

Coup de froid sur le climat des affaires



Au 2^e trimestre 2023, l'indicateur du climat des affaires (ICA), qui synthétise l'opinion des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, chute de 13,4 points pour s'établir à 101,5, un niveau proche de sa moyenne de longue période (100).

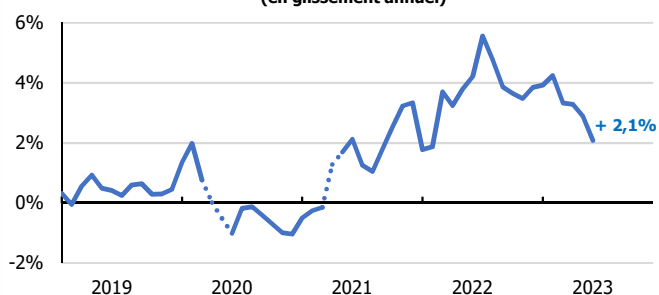
Ce recul replace l'indicateur dans la tendance baissière observée depuis mi-2022. Il confirme ainsi le ralentissement de l'activité marchande à La Réunion depuis la fin de l'année dernière.

Dans le détail, la baisse des soldes d'opinion sur l'activité et sur le niveau de trésorerie contribue le plus fortement à ce recul. En effet, selon les entreprises, le niveau d'activité ne progresse plus et la trésorerie se dégrade désormais, après une significative amélioration au trimestre précédent. Dans ce contexte, les entreprises déclarent des prix de vente encore en hausse pour le 2^e trimestre et le trimestre à venir, bien qu'à un rythme inférieur à celui de 2022.

Par ailleurs, les entrepreneurs restent pessimistes pour les mois à venir. Les carnets de commandes sont en retrait pour la première fois depuis le 1^{er} trimestre 2021. Le niveau d'activité anticipé pour les trois prochains mois (3^e trimestre 2023) est orienté à la baisse. Enfin, le solde d'opinion des prévisions d'investissement à douze mois est également négatif pour la première fois depuis le début de 2021, reflétant la hausse des incertitudes pour les entreprises.

Les prix de l'énergie font baisser l'inflation

Évolution de l'indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



L'IPC de La Réunion n'est pas disponible pour les mois d'avril 2020, mai 2020 et août 2021, qui correspondent aux périodes de confinement.
Source : Insee, données mensuelles

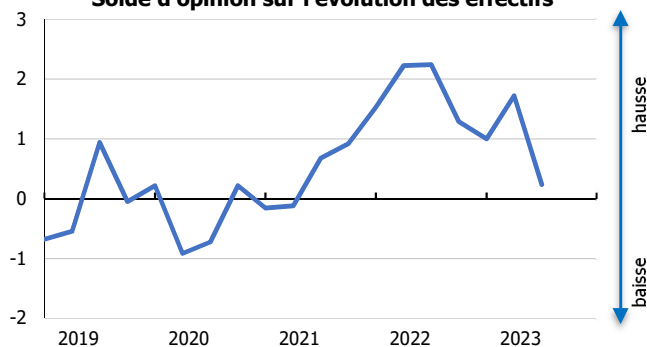
L'indice des prix à la consommation des ménages augmente de 0,7 % entre fin mars et fin juin, après +0,2 % au 1^{er} trimestre.

Sur un an, la hausse des prix ralentit à La Réunion : elle s'établit à +2,1 % fin juin, contre +3,4 % fin mars. Ce ralentissement s'explique en partie par la baisse des prix de l'énergie (-5,7 % fin juin, après +4,3 % fin mars en glissement annuel), dont les prix des produits pétroliers (-8,3 %). L'accroissement des prix de l'alimentation s'intensifie quant à lui, de +5,9 % en glissement annuel au 1^{er} trimestre à +8,6 % au 2^e trimestre.

À court terme, le rebond des prix de l'énergie (hausse de 10 % du tarif réglementé de l'électricité au 1^{er} août, hausse du prix du pétrole) et l'évolution des prix de vente des entreprises devraient contribuer à contrarier cette relative détente de l'inflation.

Un marché de l'emploi solide mais en ralentissement

Solde d'opinion sur l'évolution des effectifs



Source : IEDOM, enquête de conjoncture

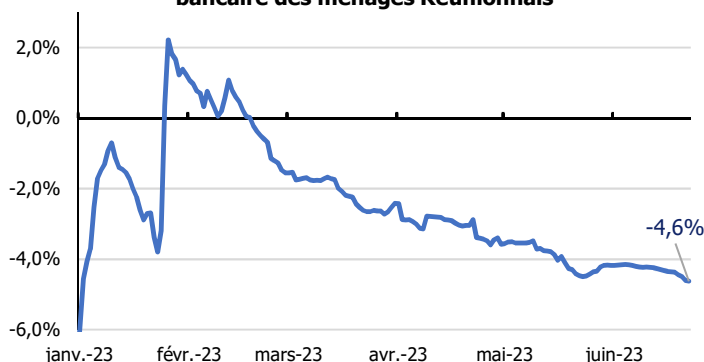
Les professionnels interrogés dans l'enquête de conjoncture continuent d'avoir un jugement positif sur la croissance des effectifs, bien que cette dernière ralentisse significativement par rapport à la fin du 1^{er} trimestre.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi dans la catégorie A atteint 117 450 (CVS) au 2^e trimestre, en recul de 2,7 % sur un an, après -4,1 % au 1^{er} trimestre.

Malgré un marché du travail résilient, certains indicateurs de vulnérabilité financière des ménages se dégradent. Le nombre de dossiers déposés à la Commission de surendettement progresse sur un an (+20,4 % au 2^e trimestre, par rapport au 2^e trimestre 2022).

La consommation des ménages faiblit

Évolution du montant des paiements par carte bancaire des ménages Réunionnais



Source : GIE Banque

l'année dernière. Les importations de biens destinés aux ménages continuent de fléchir : les importations de produits agroalimentaires diminuent de 8,5 % sur le trimestre (données CVS). À noter toutefois que les produits courants et les équipements de ménages sont en hausse (respectivement +9,8 % et 10,0 %).

Les indicateurs d'activité commerciale suggèrent que la consommation des ménages réunionnais a continué à faiblir au 2^e trimestre.

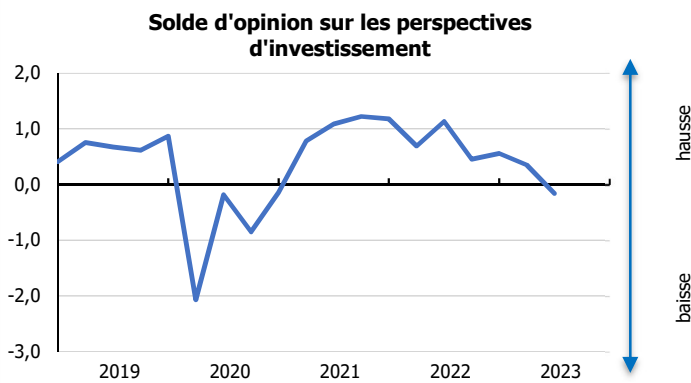
Le solde d'opinion sur le niveau d'activité dans le secteur du commerce a basculé en territoire négatif. Dans le même temps, le solde d'opinion sur les stocks de produits finis a bondi à son plus haut niveau historique.

En sus, les dépenses des ménages réunionnais réalisées par cartes bancaires ont significativement baissé au 1^{er} semestre. Leur montant cumulé a reculé de 4,6 % par rapport à la même période l'année précédente. Ce recul n'atteignait que 2,7 % sur les trois premiers mois de l'année.

Les ventes de véhicules de tourisme neufs sont en

baisse de 5,6 % (CVS) au 2^e trimestre par rapport à

Les prévisions d'investissement se dégradent



Source : IEDOM, enquête de conjoncture

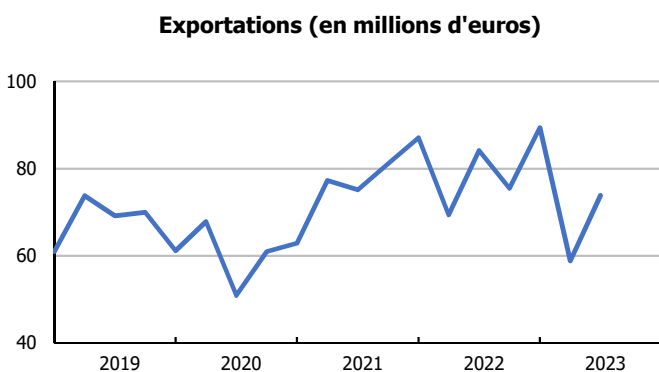
Les perspectives d'investissement des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture pour les douze prochains mois se dégradent.

Les importations de biens intermédiaires sont en baisse au 2^e trimestre par rapport à l'année précédente (- 4,1 %, CVS). Les importations de biens d'équipement professionnel sont mieux orientées (+4,2 %, CVS), mais la hausse générale des prix sur les derniers mois suggérerait de relativiser cette performance.

Le marché du véhicule utilitaire semble se redresser modérément (+ 5,4 %, CVS), après une année 2022 difficile en lien avec la baisse du nombre de véhicules disponibles à la vente.

En revanche, le nombre de défaillances des entreprises repart fortement à la hausse: +24,9 % entre la fin du 1^{er} et celle du 2^e trimestre.

Rebond des échanges commerciaux



Source : Douanes, CVS IEDOM

Les importations totales augmentent au 2^e trimestre (+2,0 % données CVS), par rapport au trimestre précédent. Cette évolution s'explique en particulier par la hausse des importations des biens d'équipements du foyer (+10,0 %) et des produits de biens courants (+9,8 %). Néanmoins, leur niveau reste inférieur à l'année dernière (-5,7 %).

Les exportations sont en net redressement sur le trimestre (+25,6 %), mais restent également sous leur niveau du 2^e trimestre 2022. Ce redressement s'explique par l'évolution des exportations de produits des industries agroalimentaires au 2^e trimestre (+65,6 %), qui vient à compenser la baisse du 1^{er} trimestre (- 51,9 %).

L'activité se dégrade dans les services marchands, le commerce et la construction

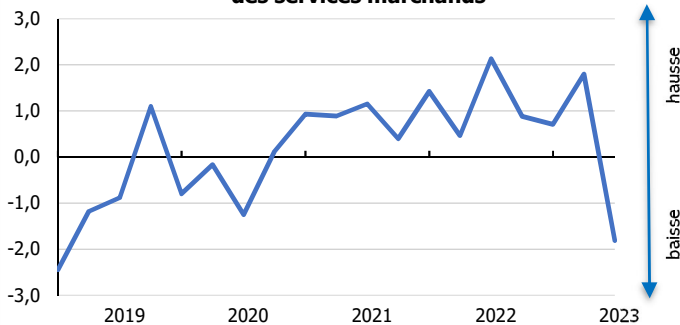


¹ IAA: industries agroalimentaires
Source : IEDOM, enquête de conjoncture

Les professionnels du secteur de **l'agriculture, de la pêche et des industries agroalimentaires** témoignent d'une nette amélioration de leur activité sur ce 2^e trimestre, en particulier par contraste avec une année 2022 affectée par de mauvaises conditions climatiques. Les charges d'exploitation continuent cependant de se dégrader, pesant sur le niveau de trésorerie. L'activité d'abattage est en hausse dans l'ensemble sur le trimestre, notamment s'agissant des porcins et des volailles (respectivement +1,9 % et +0,8 % CVS).

Dans le secteur des **industries manufacturières**, le jugement des entrepreneurs sur la dynamique du niveau d'activité s'améliore légèrement, tout comme le niveau des carnets de commandes. Les professionnels déclarent également une hausse significative des effectifs qui, selon leurs anticipations, devrait se poursuivre au 3^e trimestre 2023.

Solde d'opinion sur l'évolution de la trésorerie des services marchands

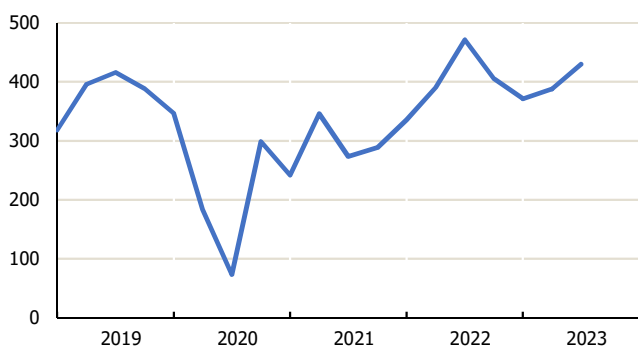


Source : IEDOM, enquête de conjoncture

L'activité dans le secteur de la **construction** est mal orientée. Les effectifs déclarés sont en baisse selon l'enquête. Les soldes de gestion (charges et trésorerie) ne sont toutefois pas aussi dégradés qu'en 2022. Le carnet de commandes diminue pour la première fois depuis le troisième trimestre 2020. Le secteur semble subir la baisse des mises en chantier (-4,2 %) et les conséquences du renchérissement des prix des intrants.

Les entreprises du secteur des **services marchands** témoignent d'une stagnation de leur activité, après avoir progressé jusqu'au 1^{er} trimestre 2023 à un rythme plutôt soutenu. En conséquence, la trésorerie affiche un net recul. Les prix de vente accélèrent de nouveau au 2^e trimestre.

Nombre de nuitées (en milliers)



Source : Insee - CVS IEDOM

L'activité du secteur du **tourisme** demeure bien orientée, depuis la fin de la crise sanitaire. Le nombre de nuitées augmente de 10,9 % sur le trimestre (données CVS), tout comme le nombre de passagers sur l'axe Réunion-Hexagone (+4,3 % données CVS). Le niveau de trésorerie se maintient, en lien avec l'amélioration des charges d'exploitation et de la fréquentation. L'évolution des effectifs poursuit sa tendance à la baisse, mais les professionnels interrogés envisagent une augmentation des effectifs au trimestre prochain.

Dans le secteur du **commerce**, les professionnels déclarent une baisse de leur activité. Les stocks de produits finis progressent très nettement dans le sillage du recul de la consommation des ménages. Les soldes de gestion sont tous en retrait par rapport au trimestre précédent.

La conjoncture régionale et internationale

PERSPECTIVES RÉGIONALES : DES TENSIONS INFLATIONS PERSISTANTES

En **Afrique du Sud**, les contraintes énergétiques (problème d'offre électrique avec des délestages) limitent toujours les perspectives de croissance à +0,4 % pour 2023, selon la Banque centrale. Celles-ci pèsent également sur les prix de l'électricité et font craindre un risque inflationniste sur l'ensemble de l'économie. Ces éléments poussent la Banque centrale à maintenir son taux directeur à 8,25 % (depuis mai 2023).

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique poursuit sa tendance haussière, depuis la réouverture de ses frontières. Le nombre de touristes augmente de 7,4 % au 2^e trimestre 2023 par rapport au 2^e trimestre 2022, mais reste en deçà des niveaux observés avant la crise sanitaire de la Covid-19. La Banque centrale maintient une politique monétaire accommodante, avec un taux directeur à 2 %. Pour mémoire, la croissance économique est estimée à +0,9 % au 1^{er} trimestre 2023 sur le trimestre (CVS).

À **Madagascar**, l'activité de l'économie formelle se redresse légèrement au 2^e trimestre 2023, après un 1^{er} trimestre en berne selon l'enquête de conjoncture de la Banque centrale malgache. Cette dernière maintient de nouveau ses taux directeurs, afin de continuer à contenir l'inflation élevée dans le pays. La Banque mondiale octroie un crédit de 100 millions de dollars à la Grande Ile en juin 2023, pour une opération de développement destinée à soutenir les réformes d'amélioration de la transparence et la stabilité macro-budgétaire, la concurrence sur les marchés et la gouvernance d'entreprise dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et de l'exploitation minière.

Aux **Comores**, l'inflation record en 2022 (+12,5 %) a entamé une partie de la reprise de l'activité économique. La croissance économique est estimée à +2,6 % en 2022 (+2,2 % en 2021), soutenue par des mesures publiques (subventions de certains produits de première nécessité tels que le riz et la farine) et par les envois de fonds de la diaspora qui ont permis de stimuler la consommation des ménages.

À **Maurice**, l'activité économique ralentit au 1^{er} trimestre 2023, avec une hausse du PIB de 0,6 % (CVS) après +2,2 % le trimestre précédent. L'inflation pèse sur la consommation des ménages qui ralentit, alors que les dépenses publiques s'inscrivent en retrait ce trimestre. La reprise se confirme dans le secteur du tourisme. Pour 2023, le Bureau statistique estime la croissance à +5,3 %. Dans ce contexte, la Banque centrale mauricienne maintient son taux directeur à 4,5 %.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque Mondiale.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE DEMEURE MODÉRÉE ET HÉTÉROGÈNE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juillet, la croissance économique mondiale devrait s'établir à +3,0 % en 2023. Ces prévisions ont été revues à la hausse de 0,2 point par rapport à celles publiées en avril 2023, ce qui s'explique notamment par la réduction des préoccupations concernant la santé du secteur bancaire. Pour 2024, le FMI anticipe à nouveau une hausse du PIB mondial de 3,0 %, ce qui reste nettement en dessous de la moyenne annuelle historique sur la période 2000-2019 (+3,8 %). Ce rythme s'explique essentiellement par les économies développées qui enregistrent un ralentissement de leur production manufacturière peinant à être contrebalancé par le regain d'activité dans le secteur des services.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,6 % au deuxième trimestre 2023 en rythme trimestriel, après une augmentation de 0,5 % au trimestre précédent. L'activité demeure soutenue par le dynamisme de l'investissement et de la consommation privée, bien que cette dernière enregistre un ralentissement par rapport au premier trimestre (+0,4 % après +1,0 %). Sur l'ensemble de l'année, le FMI table sur une progression du PIB de 1,8 % aux États-Unis, soit une révision à la hausse de 0,2 point par rapport aux estimations d'avril.

Après deux trimestres consécutifs de croissance nulle, la zone euro a retrouvé un élan positif avec une activité en hausse de 0,3 % au deuxième trimestre 2023. Cette évolution est principalement tirée par l'Irlande qui a vu sa croissance (+3,3 %) dopée par les bons résultats des multinationales qui y ont leur siège européen. Le taux de chômage est stable, à 6,4 %, tandis que l'inflation recule nettement au deuxième trimestre pour s'établir à 5,5 % en juin, contre 6,9 % trois mois plus tôt. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 0,9 % sur l'ensemble de l'année 2023.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,5 % au deuxième trimestre selon l'Insee, après une augmentation de 0,1 % au trimestre précédent. Le commerce extérieur est le premier contributeur à la croissance, avec une hausse des exportations (+2,6 %) nettement supérieure que celle des importations (+0,4 %). À l'inverse, la consommation des ménages recule (- 0,4 %) alors que l'investissement total est stable (+0,1 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 0,7 % sur l'ensemble de l'année 2023.

Au Japon, l'activité économique a nettement progressé (+1,5 % au deuxième trimestre après +0,9 %). Celle-ci a été portée par le commerce extérieur avec une hausse des exportations de 3,2 % tandis que les importations se sont contractées de 4,3 %. La consommation des ménages a toutefois reculé (-0,5 %) alors que l'inflation demeure supérieure à 3 %. Sur l'année 2023, le FMI anticipe une hausse du PIB de 1,4 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,0 % en 2023, soit le même rythme qu'en 2022. L'activité serait plus particulièrement dynamique en Inde (+6,1 %) et en Chine (+5,2 %) et dans une moindre mesure au Mexique (+2,6 %), au Brésil (+2,1 %) et en Russie (+1,5 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 29 août 2023.

[Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)
[Annexes statistiques et méthodologie](#)

Directeur de la publication : P. LA COGNATA — Responsable de la rédaction : N. GOBALRAJA
Rédacteur : T. CABELLO
Éditeur et imprimeur : IEDOM